Force Ouvrière

Groupe AXA

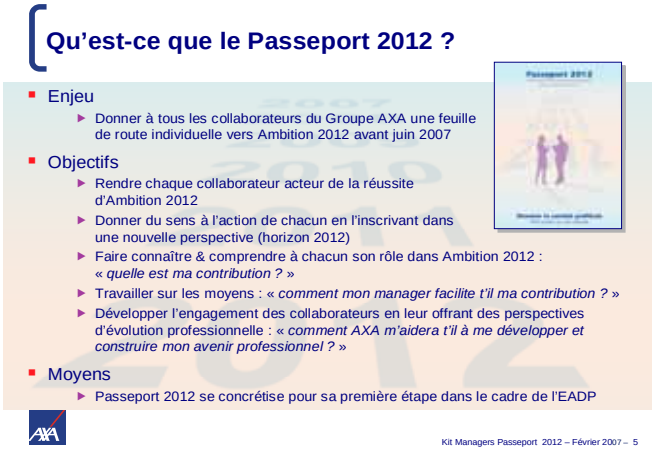
Mai 2007

Que cache Passeport 2012 & quel est son rôle ?

Lorsqu'il s'agit de porter un mauvais coup aux salariés, AXA est toujours à la tête de l'innovation. **Passeport 2012 en est la dernière démonstration**.

Lors du CCE d'Axa France du 30 janvier 2007, la direction refusait, comme le demandait FO, que la mise en place du passeport 2012 fasse l'objet d'une consultation et non d'une simple information. Refus de la direction au prétexte que le passeport 2012 ne modifiait pas fondamentalement l'entretien annuel de la performance (EADP) existant.

Pourtant dans le Kit remis aux managers il est écrit :



Alors pas de changement avec l'EADP ? A voir !

Notons, au passage, que Passeport 2012 se concrétise, « pour sa première étape », dans le cadre de l'EADP. Et les étapes ultérieures se concrétiseront comment et où ?

Mais tout d'abord, pourquoi le choix des mots **Passeport et Engagement** ?

La relation immédiate que l'on fait avec Passeport, c'est Identité, Nationalité, Pays, Etat, Visa, Contrôle, Frontière, Immigration, Emigration et même par extension Sans papiers.

Non ?!

Ainsi :

Axa serait égal à : Pays, Etat ?
Axien serait égal à Nationalité comme Français, Marocains, Chinois, Indiens ?
Frontière serait égal à accès à l'entreprise ?
Sans emploi serait égal à Sans papiers ?

De sorte que nous serions d'abord Axiens et accessoirement français, belges ou ivoiriens ?

Est-ce forcer le trait que d'envisager demain la création d'une Direction Générale de l'Intégration Axienne ?

Quant à **Engagement** il serait égal à l'obtention du **Visa** ?

Mais, quelle définition donne le petit Larousse illustré de l'engagement ?

Engagement : ***« Action de mettre en gage*** *: engagement de bijoux.* ***Promesse par laquelle on s'engage*** *: signer un engagement.* ***Acte par lequel un citoyen déclare vouloir servir dans les forces armées pendant une durée déterminée. Introduction dans la bataille :*** *l'engagement des réserves.* ***Combat de courte durée très localisé. Fait d'intervenir et de prendre partie dans les problèmes de l'époque. Ce qui engage à agir :*** *c'est un engagement à continuer.* ***[…] Faire honneur à ces engagements, s'acquitter de ses promesses. »***

Quelles que soient les acceptions de ce mot, comment les interpréter dans le contexte d'AXA ?

Est-ce notre vie personnelle et privée que nous devrions mettre en gage chez AXA ?

Devrions-nous nous engager comme on s'engage à l'armée, c'est-à-dire que notre vie serait entièrement encadrée par des règles Axiennes, dans une autarcie totale faisant abstraction de notre vie privée, voire de notre vie tout court ?

Ou Ambition 2012 ne serait qu'une escarmouche très localisée où les pertes se compteraient en milliers d'emplois ?

Ou, encore, on nous demanderait d'intervenir et prendre partie dans la destruction de nos emplois et ceux de nos enfants, pour réduire le coût du travail à AXA ?

Ce qui semble évident, si on rapproche à présent « Passeport » et « Engagement», c'est que sans engagement pas de Visa, sans visa pas question de passer la Frontière.

Vous lisez notre tract et vous vous dites que les militants de Force Ouvrière ont dû péter les plombs ! Que ce n'est pas possible, que les dirigeants d'AXA ne sont pas à ce point machiavéliques ? Et pourtant !

Comme l'indique la direction, Passeport 2012 est le moyen essentiel, indispensable à la mise en place du projet Ambition 2012, véritable projet de Société comme elle-même le reconnaît.

Cette Nouvelle Société rêvée par Axa, elle ressort clairement de la réflexion de Monsieur Henri de Castries telle qu'il l'a livrée dans son intervention le 30 mai 2006, à la Commission Economie et Défense et que le magazine Défense N° 122 de juillet-aout 2006, reprend dans une interview. Nous vous en avions déjà donné quelques extraits dans notre tract ***« Par un tour de magie : 70 000 emplois délocalisés dans les 5 ans !? »*** d'octobre 2006. (Nous tenons à la disposition de ceux que cela peut intéresser la totalité de l'entretien).

A en croire Monseigneur de Castries, la démocratie, l'instruction publique, la république, la laïcité, le suffrage universel, la Sécurité Sociale, les régimes de retraite par répartition, le Code du Travail, bref, tout ce qui, jusqu'à ces dernières années, a été l'expression du progrès de l'humanité, sont autant de choix erronés que nous aurions fait et qui nous conduisent, aujourd'hui, à récuser le modèle dans lequel le monde se développerait.

Par ailleurs, ne nous dit-il pas ? *« Les entreprises ont de plus en plus de liberté de manœuvre et le rôle des Etats se résume principalement à rendre leurs territoires plus ou moins attractifs. Prenons un exemple. Les Etats sont des champs et ils peuvent décider de mettre plus ou moins d'engrais sur la terre. Ceux qui vont décider dans quel champ les graines seront semées, ce sont de moins en moins les Etats et de plus en plus les entreprises »*.
Et voilà, la boucle est bouclée. Le **Passeport** c'est la marque de notre identité Axienne et l'**Engagement** qui donne droit au Visa est la preuve de notre allégeance à l'Etat AXA.

Ainsi, va le servage des temps modernes. Axa tu l'aimes ou tu la quittes ?

Mais n'en déplaise à Monseigneur et sa cour d'actionnaires, même s'ils considèrent qu'ils sont issus d'un mauvais choix, le code du travail, le contrat de travail et les droits sociaux existent toujours.

En conséquence, les salariés d'une entreprise ne sont tenus de prendre d'autres engagements que ceux qui résultent de leur contrat de travail. Contrat dont la qualité synallagmatique implique une réciprocité des obligations du salarié et de l'employeur. En résumé, par le contrat de travail un employeur s'oblige à donner du travail à un salarié et à lui verser un salaire, en contrepartie duquel le salarié doit mettre à la disposition de l'employeur et pendant un temps déterminé sa force de travail.

Rien n'oblige encore un salarié à partager la conception de la Société de son employeur.

Les salariés d'AXA n'ont donc aucune obligation de s'engager à faire aboutir un projet dont le seul objectif est encore l'augmentation des profits que se partagent honteusement quelques Seigneurs au détriment de leurs propres emplois, de ceux de leurs enfants, de leur salaire, de leurs droits sociaux et de leur… liberté.

Les salariés ont d'autant moins obligation en la matière que de surcroît, le dit Passeport a été introduit, par un tour de passe-passe habituel, dans l'entretien annuel d'appréciation sans que les instances représentatives du personnel n'aient été consultées. Imposer aux salariés l'exercice Passeport ne ferait que consolider le délit d'entrave déjà commis par la direction en amont qui se refuse à respecter les dispositions du Code du Travail.

Alors pour Force Ouvrière, une seule exigence : le retrait du volet social d'Ambition 2012 et du Passeport qui l'accompagne.